LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE

Alain de Benoist

Voici bientôt un an, les Etats-Unis envahissaient militairement l'Irak en affirmant, pour justifier leur initiative, que ce pays possédait des « armes de destruction massive » qui menaçaient toute la région. A l'époque, cette allégation contrevenait tellement à l'évidence qu'elle n'avait pratiquement convaincu personne. Le grand paradoxe tient au fait que c'est la guerre elle-même qui en a révélé la fausseté. Si l'Irak avait détenu de telles armes, il n'aurait évidemment pas manqué de les utiliser. Et d'ailleurs, s'il en avait détenu, il est très peu probable que les Etats-Unis l'auraient attaqué. L'un des membres les plus influents de l'entourage de George W. Bush, le néoconservateur Paul Wolfowitz, a fini par le reconnaître ingénuement, déclenchant ainsi un vaste scandale outre-Atlantique : l'accusation lancée contre Bagdad de détenir ces armes n'était qu'un « prétexte bureaucratique ». En d'autres termes : la Maison-Blanche s'est rendue coupable d'un mensonge d'Etat. Il est dès lors légitime de se demander pourquoi — et, surtout, pour quelle raison les Etats-Unis se sont lancés dans pareille aventure.

Les motifs sont probablement multiples. En attaquant l'Irak, les Etats-Unis voulaient de toute évidence apaiser les inquiétudes et favoriser les intérêts de leur allié israélien. Ils ambitionnaient aussi un remodelage complet de la région plus conforme à leurs intérêts. Mais la raison principale était éminemment concrète. Cette raison, c'est le pétrole.

Le pétrole représente dès à présent 40 % de la consommation d'énergie totale dans le monde. Et ce poids va encore s'alourdir, puisque la demande mondiale, devrait encore croître de 50 % au cours des vingt prochaines années. On comprend par là que le pétrole est la clef de voûte du système économique mondial et qu'il commande sur le long terme les rapports de force entre les puissances. Qui peut peser sur la production, la circulation et les prix du pétrole, peut orienter le système mondial.

Le Proche-Orient joue dans cette optique un rôle essentiel, car ses réserves sont les plus importantes du monde et ses coûts d'exploitation les moins onéreux. L'Irak dispose des deuxièmes réserves pétrolières prouvées du monde (115 milliards de barrils), derrière l'Arabie séoudite. Certaines estimations évaluent même ces réserves à hauteur de 250 milliards de barrils, car plus de 90 % du sous-sol irakien reste inexploré. Ce pétrole de très bonne

qualité est en outre d'un coût d'extraction très bas et d'un transport aisé. Mettre la main sur le pétrole irakien représentait donc pour les Etats-Unis un enjeu de première importance. Et le temps pressait, car les relations entre Washington et l'Arabie séoudite se sont détériorées depuis quelque temps, et le traité d'alliance signé entre les deux pays arrive à échéance en 2005.

Cependant, en s'efforçant de prendre le contrôle du pétrole irakien, les Américains visaient encore un autre objectif, plus important encore que celui qui consiste à assurer leur approvisionnement. Cet objectif est de contrôler les ressources énergétiques dont vont dépendre dans les décennies qui viennent les économies de leurs principaux concurrents, à commencer par la Chine et l'Europe.

La guerre en Afghanistan a déjà permis aux Etats-Unis de prendre le contrôle du pétrole de l'Asie centrale et de la mer Caspienne, soit 26 % des réserves mondiales, rendant ainsi plus difficile l'accès de la Chine à une source d'approvisionnement autre que le golfe Persique. Des troupes américaines ont été installées au Kazakhstan et en Ouzbékistan pour protéger les voies d'acheminement du pétrole. Des instructeurs militaires ont aussi été envoyés en Géorgie, étape-clé de l'oléoduc reliant la Caspienne à la mer Noire et à la Méditerranée. A plus long terme, l'objectif des Américains est d'obtenir des Russes que leur production pétrolière se déverse en Occident, et non en Asie, et d'encercler la Chine par un réseau d'alliances avec la Russie, l'Inde, la Corée du Sud, Taïwan et le Japon. Dans une telle perspective, mettre la main sur le pétrole de l'Irak, en attendant de s'emparer de celui de l'Iran, c'est se donner les moyens d'une éventuelle asphyxie énergétique de la Chine, c'est-à-dire se prémunir contre toute hostilité de la part de Pékin. C'est aussi un atout évident pour faire du XXI[e] siècle un siècle américain.

Une telle stratégie s'est d'autant plus facilement imposée à la Maison-Blanche que la plupart des dirigeants américains actuels appartiennent de longue date au lobby pétrolier texan. Quand ils n'appartiennent pas à ce lobby, les membres de l'administration Bush sont presque tous des représentants du complexe militaro-industriel. Au moins trente-deux secrétaires d'Etats et membres de la Maison-Blanche sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires des plus grandes entreprises d'armement, et 17 d'entre eux ont des liens avec des fournisseurs-clés du système de défense par missiles. Le lobby pétrolier et l'industrie de l'armement n'ont donc plus besoin de faire pression sur l'administration Bush. Ils sont l'administration Bush.

Mais cette administration a également d'autres caractéristiques. Elle représente aussi le fer de lance d'une nouvelle tendance politico-idéologique

que l'on pourrait, faute de mieux, dénommer l'école néo-impérialiste ou néo-hégémoniste.

Après 1945, l'impérialisme américain s'était surtout manifesté au travers d'institutions politiques et juridiques internationales. Depuis les années quatre-vingt, la politique américaine s'est également caractérisée par un interventionnisme économique et commercial planétaire. A la faveur de la globalisation rendue possible par l'effondrement du bloc soviétique, les Etats-Unis ont mobilisé leur immense pouvoir politique et économique pour déréguler l'économie internationale, ouvrir toutes les économies étrangères aux investissements américains, procurer à leurs entreprises l'accès à tous les marchés, à toutes les sources de matières premières et à tous les bassins de main-d'œuvre, afin d'assurer l'expansion d'un libre-échange généralisé fonctionnant selon des règles essentiellement américaines et au profit des intérêts américains. Mais aujourd'hui, ils vont plus loin. Depuis les attentats du 11 septembre, l'interventionnisme économique se double d'un interventionnisme militaire qui permet aux Etats-Unis d'être présents partout — des soldats américains sont aujourd'hui stationnés dans plus de quarante pays — et d'intervenir à leur gré dans toutes les régions du globe.

Lors de l'élection de George W. Bush, ce sont les principaux représentants de cette école néo-impérialiste, le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz, le président du Defense Policy Board du Pentagone, Richard Perle, sans oublier, sur le plan intellectuel, les Robert Kagan, les William Kristol et autres Charles Krauthammer, qui sont arrivés au pouvoir. Le point commun de ces « faucons » maximalistes est de croire que l'emploi de la formidable machine de guerre américaine est toujours légitime quand il sert les intérêts de l'Amérique, ceux-ci étant considérés par principe comme conformes aux aspirations humaines.

L'usage de la force est dans cette optique privilégié. Une nouvelle doctrine stratégique a donc été mise au point. Elle consiste à tout mettre en œuvre pour pérenniser l'hégémonie actuelle, l'objectif étant d'assurer l'invulnérabilité des Etats-Unis et de développer leur capacité à combattre, envahir et soumettre n'importe quelle puissance hostile, afin d'empêcher une quelconque puissance rivale de combler le retard pris par rapport à l'Amérique depuis l'effondrement du système soviétique.

Le passage d'un monde bipolaire issu de l'ordre de Yalta au monde global actuel a été le point de départ de cette évolution. C'est dans le contexte de ce que Charles Krauthammer, éditorialiste au Washington Post, a appelé le « moment unipolaire » qu'à partir de 1993-95, l'option unilatéraliste a

commencé à s'imposer. A partir de cette date, les Etats-Unis acceptent explicitement leur statut de puissance hégémonique et déclarent qu'ils feront tout pour prévenir l'émergence d'autres centres de puissance, où que ce soit dans le monde. En 1997, Zbigniew Brzezinski écrit que « le maintien du statut de superpuissance planétaire des Etats-Unis se résume aux trois grands impératifs géostratégiques suivants : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés, empêcher les barbares de former des alliances offensives ».

L'équipe qui entoure aujourd'hui George W. Bush s'est très tôt ralliée à cette politique. Le 8 mars 1992, le New York Times laissait filtrer le contenu d'un projet (Defense Planning Guidance) rédigé à l'attention du Pentagone par l'actuel vice-président Dick Cheney, l'actuel secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, et par Zalamy Khalilzad, qui allait devenir par la suite l'envoyé spécial de George W. Bush en Afghanistan. Ce document soutenait que « la mission de l'Amérique consiste à s'assurer qu'aucune autre superpuissance ne puisse émerger dans le reste du monde ». Il y était indiqué que « les Etats-Unis doivent instaurer des mécanismes afin de dissuader des concurrents potentiels de chercher à avoir la prétention de jouer un rôle régional plus important ou un rôle mondial ». C'est à l'application intégrale de ce programme que l'on assiste actuellement.

Dès avant son élection, George W. Bush était donc décidé à faire la guerre à l'Irak et à envahir l'Afghanistan. Il lui fallait seulement un prétexte. Les attentats du 11 septembre 2001 le lui ont fourni… providentiellement. Accélérateur beaucoup plus que détonateur, ils sont venus à point nommé pour faire sauter les réticences du peuple américain contre l'interventionnisme, réticences traditionnellement fortes au sein du parti républicain. On sait que les Américains ont toujours eu tendance à rechercher des solutions militaires aux problèmes politiques, et des solutions techniques aux problèmes militaires. Cette tendance s'est aujourd'hui exacerbée au point que la puissance américaine semble avoir purement et simplement été redéfinie comme pure capacité d'anéantir

Parallèlement, et pour la première fois depuis le XIXe siècle, ce déferlement de force brutale s'accompagne d'un discours explicite de légitimation de l'hégémonisme planétaire. Les articles de Robert Kaplan, Charles Krauthammer, Max Boot, Norman Podhoretz, Sebastian Mallaby et tant d'autres sont à cet égard dénués de toute équivoque. Tous répètent que l'Amérique jouit aujourd'hui d'un pouvoir dont aucune puissance n'a jamais disposé dans l'histoire, et qu'elle doit en user sans complexes pour réorganiser le monde à sa guise. Tous soulignent que les Etats-Unis doivent s'émanciper

de la tutelle des organisations multinationales pour agir seuls ou avec des coalitions de circonstance, en fonction de leurs seuls intérêts nationaux, sans jamais s'interroger sur les causes économiques ou sociales de la violence à laquelle ils prétendent répondre. Tous affirment que l'Amérique ne doit faire confiance à aucun de ses alliés et s'employer à maintenir l'Europe dans une position subordonnée.

La conséquence la plus directe de cette nouvelle façon de voir est la montée d'un nouvel unilatéralisme. Après avoir tenté d'utiliser à leur profit les institutions internationales, les Etats-Unis s'en détournent désormais pour faire cavaliers seuls. Cet unilatéralisme consiste à se soustraire sans états d'âme aux contraintes du droit international comme aux règles de la coopération multilatérale. Dès avant l'élection de George W. Bush, le Sénat américain avait refusé de ratifier le traité sur l'interdiction des armes biologiques et chimiques. Les Américains ont également refusé de ratifier le protocole de Kyoto sur la protection de l'environnement. Ils ont dénoncé unilatéralement le traité ABM sur les armements antimissiles qui unissait Moscou et Washington depuis 1972. Plus remarquable encore, en mai 2002, ils ont fait connaître leur refus de reconnaître la légitimité de la Cour pénale internationale de La Haye, dont ils avaient pourtant signé l'acte de création. Conscients que ni l'Europe ni la Russie ne peuvent actuellement combler le vide géopolitique provoqué par l'effondrement du bloc communiste, les Américains s'exemptent donc eux-mêmes de toute contrainte extérieure, en manifestant une totale indifférence pour leur isolement croissant sur la scène internationale.

Dans le même temps, pour pouvoir « projeter » leur puissance à tout moment dans n'importe quelle région du monde, les Etats-Unis ont décidé de se doter de moyens militaires sans précédents. En 2003, le budget militaire américain a représenté quelque 380 milliards de dollars — l'équivalent du PNB global de la Russie ! —, en augmentation de 48 milliards de dollars par rapport à 2002. Ces dépenses devraient être portées à 450 milliards de dollars dès 2007. Une telle somme est à elle seule supérieure aux budgets militaires réunis de la Chine, de la Russie, de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, d'Israël et du Japon.

Enfin, Washington a franchi une étape d'une gravité exceptionnelle en adoptant une nouvelle doctrine militaire qui, toujours de manière unilatérale bien entendu, légitime désormais la guerre préventive. Les grandes lignes de cette doctrine ont été exposées le 31 janvier 2002 par Donald Rumsfeld aux officiers stagiaires de l'Université de la défense nationale. Précisant que les Etats-Unis doivent maintenant pouvoir « vaincre deux agresseurs en même temps tout en ayant la possibilité de mener une contre-offensive majeure et d'occuper la capitale d'un ennemi pour y installer un nouveau régime »,

Rumsfeld a déclaré : « La défense des Etats-Unis requiert la prévention, l'autodéfense et parfois l'action en premier […] Dans certains cas, la seule défense est une bonne offensive ». Des propos analogues ont été tenus le 1er juin 2002 par George W. Bush, parlant devant les élèves de l'Académie militaire de West Point.

La nouvelle stratégie américaine rétablit donc le droit à la guerre préventive — celui-là même que le Japon avait allégué pour attaquer à Pearl Harbor en 1941 —, guerre préventive qui était assimilée jusqu'ici à la guerre d'agression. Elle contredit par là un principe fondamental du droit international en vigueur depuis le traité de Westphalie (1648), principe qui avait déjà été bafoué lors de l'agression occidentale au Kosovo. En indiquant qu'elle interviendra désormais « avant même que la menace ne se concrétise », c'est-à-dire en clair avant même que la réalité de la menace ait pu être démontrée, elle affirme qu'il faudra la croire sur parole. La doctrine de la « dissuasion » ou de l'« endiguement » est par là même abandonnée.

Tout cela signifie que l'ordre international en vigueur jusqu'ici a pris fin. Assumant désormais sans complexe sa position de « gendarme global », le gouvernement américain refuse désormais toute décision de droit international qu'il estime contraire à ses intérêts. Il glisse ainsi de la logique du droit vers celle de la puissance pure. Dès le 24 octobre 2002, dans un discours adressé aux membres du Conseil de sécurité, George W. Bush avait fait savoir que les Etats-Unis se passeraient si nécessaire de l'accord de l'ONU pour attaquer l'Irak. Les Nations-Unies, jusqu'ici garantes de la sécurité collective, sont ainsi marginalisées ou réduites à une chambre d'enregistrement soumise aux critères américains.

Le particularisme des Etats-Unis se manifeste donc dans le rejet chez les autres de ce qu'ils pratiquent eux-mêmes — l'interventionnisme et le protectionnisme, par exemple —, dans la conviction qu'ils ont le droit de faire tout ce qu'ils veulent en toutes circonstances, dans le désir de voir tous les pays du monde liés par des contraintes auxquelles ils seraient les seuls à ne pas devoir se soumettre. Il s'agit en d'autres termes, pour l'Amérique, d'affirmer un statut d'exception. « Les Etats-Unis rêvent d'un monde où les autres pays seraient liés par des traités tandis qu'ils seraient eux-mêmes libres de définir nationalement leur politique », disait récemment le socialiste français Pascal Boniface. A terme, c'est à une déstabilisation généralisée des relations internationales que l'on pourrait assister.

D'ores et déjà, le bilan est parlant. Chaque nouvelle guerre d'agression menée depuis dix ans par Washington s'est traduite par la montée du chaos et par l'implantation de troupes américaines supplémentaires à l'étranger. Les

bases installées en Arabie séoudite et au Koweït après 1991 n'ont pas été démantelées, contrairement aux promesses qui avaient été faites à l'époque. La guerre en Afghanistan a permis d'en implanter de nouvelles dans divers pays d'Asie centrale. La récente conquête de l'Irak a débouché sur la mise en place d’une autorité d’occupation, contre laquelle des attentats se produisent tous les jours dans un climat d’insécurité et de chaos qui ne peut aller qu’en s’accentuant.

Les résultats obtenus en regard sont inexistants. Aucun problème n’a été réglé par l’usage de la force. En Irak et en Aghanistan, comme au Liban, à Panama, au Nicaragua, en Somalie, en Haïti, en Bosnie ou ailleurs, la guerre n’a nullement permis de créer des conditions politiques et sociales meilleures, mais seulement jeté les bases de nouveaux conflits futurs.

Ce que les stratèges de Washington appellent aujourd’hui la « guerre contre le terrorisme » relève de ce même unilatéralisme. Le néoterrorisme global est bien entendu une réalité, et une menace à laquelle il faut répondre. Les mises en garde des Etats-Unis contre un fondamentalisme musulman qu’ils n’ont cessé d’attiser quand il s’agissait de faire pièces au nationalisme laïc arabe, ne peuvent cependant tromper personne. Leur tactique est de toute évidence de grossir le danger pour en tirer bénéfice. Tout comme naguère la « menace soviétique », le « terrorisme islamiste » fonctionne comme un prétexte destiné à légitimer un véritable racket politique, un chantage à la protection. La méthode consiste à faire croire que tout ennemi de l'Amérique est aussi l’ennemi de ses alliés, afin de s'assurer d'un soutien que ces derniers pourraient être tentés de refuser. Parallèlement, on fait tout pour masquer le fait que l’islamisme radical est avant tout un phénomène politique, ayant des objectifs politiques et des causes politiques.

L’idée d’un « choc des civilisations » lancée par le théoricien de la Trilatérale, Samuel Huntington, a elle-même pour principal objectif de faire perdurer la domination américaine sur la planète tout en masquant les fractures bien réelles qui opposent dès à présent l'Europe et les Etats-Unis. « Le thème du choc des civilisations, constatait récemment le géopoliticien Aymeric Chauprade, sert aujourd’hui les intérêts des Américains, des Israéliens et des islamistes. Tous jouent la logique des blocs contre la logique d’équilibre des Etats. L’Amérique pour construire son bloc transatlantique, Israël pour sauver son exception coloniale, les islamistes pour briser les frontières intérieures du monde musulman […] En jouant la logique du choc des civilisations, l’Amérique peut vassaliser davantage l’Europe occidentale et la Russie, et progresser vers son objectif de construction d’un vaste bloc transatlantique de Vancouver à Vladivostok (selon l’expression employée par James Baker en 1991) faisant face à l’Islam et à la Chine, grand rival potentiel à l’horizon de quinze ans ».

Chacun sait bien en réalité que le néoterrorisme islamiste trouve d'abord son origine dans le soutien apporté par les Etats-Unis à la répression brutale de la résistance palestinienne — et qu'il est également une réaction convulsive à une globalisation pilotée par l'Amérique, intrinsèquement indifférente au monde historique, à la diversité humaine, aux coutumes et aux cultures particulières. Comme l'a dit le sociologue Jean Baudrillard, « la mondialisation du terrorisme répond au terrorisme de la mondialisation ». Lutter contre le terrorisme exige donc d'abord que l'on s'interroge sur ses causes, ce que les Américains ne sont précisément pas disposés à faire, puisque cela les contraindrait à se remettre eux-mêmes en question.

Ce qui caractérise donc aujourd'hui le plus l'Amérique, ce n'est pas tant la puissance elle-même que la volonté affichée de s'en servir à l'échelle planétaire, sans aucune restriction.

*

Et l'Europe, dans tout cela ? Et l'Europe qui, face à la crise irakienne, a comme d'habitude été incapable d'arrêter une position commune et s'est même brisée en deux, les gouvernements hostiles à la guerre (France et Allemagne) s'opposant directement aux gouvernements pro-américains (Angleterre, Espagne et Italie) ? L'alternative devant laquelle elle se trouve est en fait toujours la même : soit l'Europe, donnant la priorité à la libéralisation, épouse la dynamique d'un grand marché visant à s'élargir le plus possible, et en ce cas l'influence américaine y deviendra prépondérante, soit elle s'appuie sur une logique d'approfondissement de ses structures d'intégration politique, dans une perspective essentiellement continentale et avec l'intention de balancer le poids des Etats-Unis.

Pour l'heure, l'Europe traverse une crise institutionnelle sans précédent. Elle n'a ni volonté politique ni légitimité démocratique. Les Etats qui la composent refusent de lui attribuer de véritables compétences politiques. Leurs ambitions de « réforme structurelle » se résument dans la libéralisation et la dérégulation, dans la priorité donnée à l'ouverture des marchés sur les politiques communes. L'Europe s'est lancée dans une fuite en avant qui donne la priorité à l'élargissement bureaucratique plutôt qu'au renforcement de ses capacités de décision politique. Parallèlement, l'accent est mis, non sur les notions de peuple politique, de souveraineté, de communauté ou de démocratie, mais sur les valeurs marchandes, la gouvernance abstraite et la justice procédurale. La construction européenne se fait essentiellement dans le domaine économique, déséquilibre intrinsèquement porteur d'une dérive

libérale qui tend à faire d'elle une zone commerciale de libre-échange au lieu de lui permettre de devenir un pôle régulateur de la globalisation.

L'Union européenne comportera bientôt une trentaine de pays. Au sommet de Copenhague, elle s'est élargie à des pays d'Europe orientale parfaitement dociles à la politique américaine, qui ne veulent la rejoindre que pour se placer sous la protection de l'OTAN. Ces nouveaux Etats-membres ont été acceptés sans qu'on ait pris la peine de s'interroger sur les frontières de l'Europe ni d'entreprendre les réformes institutionnelles qui s'imposaient. Pour parachever le tout, l'Europe envisage maintenant d'intégrer la Turquie, c'est-à-dire de faire entrer dans l'Union européenne un pays qui, du simple fait de son poids démographique, en deviendrait l'Etat-membre le plus influent en termes de bulletins de vote. Ce projet d'intégration de la Turquie répond au vœu des Américains, qui rêvent de construire un bloc occidental placé sous leur direction, avec la Turquie et Israël comme têtes de pont au Proche-Orient.

En même temps, pourtant, le fossé ne cesse de se creuser entre l'Europe et les Etats-Unis qui, après avoir longtemps feint d'encourager la construction européenne, ne dissimulent plus désormais leur hostilité foncière à l'idée d'une Europe unie. « La mésentente grandissante entre les USA et l'Europe est devenue un secret de polichinelle », constatait l'ancien ministre Michel Jobert quelques semaines avant sa mort. En dépit des onctions diplomatiques et des propos de circonstance, la désunion transatlantique ne cesse en effet de s'aggraver depuis l'arrivée de George W. Bush au pouvoir. Il suffit pour s'en rendre compte de lire les articles qui paraissent actuellement aux Etats-Unis. L'europhobie fait des ravages dans la presse américaine, où l'on n'ignore pas que la dynamique même de la globalisation va rendre les intérêts américains et européens de plus en plus divergents.

Dans un texte publié en 2002, et qui a fait grand bruit, le néoconservateur Robert Kagan écrivait ainsi : « Il est temps de cesser de prétendre que les Européens et les Américains partagent une même vue du monde, ou même qu'ils habitent le même monde […] Sur toutes les questions essentielles relatives au pouvoir, les perspectives européennes et américaines divergent […] Cet état de choses n'a rien de provisoire […] Les raisons de la fracture transatlantique sont profondes, elles viennent de loin et sont appelées à perdurer […] Les Etats-Unis et l'Europe ont [désormais] pris des chemins différents ».

Même conclusion chez le géopolitologue Charles A. Kupchan, qui affirme que la rivalité entre l'Europe et les Etats-Unis va nécessairement s'intensifier. « La richesse de l'Union européenne, explique-t-il, rivalise déjà avec celle des Etats-Unis, et l'Europe est en train de se forger une conscience collective et un

caractère très distincts de ceux de l'Amérique […] L'Europe et l'Amérique divergent à la fois sur les valeurs et sur les intérêts. Elles suivent des modèles sociaux différents et fortement contradictoires ». « Jusque là uni, conclut-il, l'Occident semble bel et bien sur le point de se séparer en deux moitiés concurrentes ».

De tels propos ont au moins le mérite de la clarté. Mais il est important de bien voir qu'ils ne font qu'actualiser, de manière brutale, une vieille tendance de fond. Dès leurs origines, en effet, les Etats-Unis ont eu un compte à régler avec l'Europe. Ils sont nés tout d'abord d'une volonté de rupture avec l'Europe. Ce dont les premières communautés d'immigrants installés dans le Nouveau Monde voulaient se libérer, c'était des règles et des principes existant en Europe. La nation américaine naît à l'époque de la modernité, sous une forme contractuelle qui évoque la « scène primitive » imaginée par Freud : les enfants s'unissent pour tuer le père, puis concluent entre eux un contrat sanctionnant leur mutuelle égalité. Le père, dans ce schéma, c'est évidemment l'Europe.

C'est également contre l'Europe qu'en décembre 1823, James Monroe énonce le principe central de sa célèbre « doctrine » : aucune intervention européenne ne sera désormais tolérée en quelque point que ce soit du continent américain. « Nous avons trop longtemps écouté les muses raffinées de l'Europe ! », s'exclamait Ralph Waldo Emerson au XIX[e] siècle. « A bien des égards, constatent aujourd'hui Dominique Moïsi et Jacques Rupnik, l'Amérique est une anti-Europe. Elle est née de la volonté de créer une "nouvelle Jérusalem" sur terre pour dépasser les limites et les erreurs de l'histoire européenne ».

Mais les Américains n'ont pas voulu seulement rompre avec l'Europe. Ils ont aussi voulu créer une société nouvelle qui serait susceptible de régénérer l'humanité entière. Ils ont voulu fonder une nouvelle Terre promise qui pourrait devenir le modèle d'une République universelle. Ce thème biblique, qui est au centre de la pensée puritaine, revient comme un véritable leitmotiv dans toute l'histoire américaine depuis l'époque des Pères fondateurs. Pour George Washington, les Etats-Unis sont une nouvelle Jérusalem « conçue par la Providence pour être le théâtre où l'homme doit atteindre sa véritable stature ». Thomas Jefferson les définit comme « une nation universelle qui poursuit des idées universellement valables » ; John Adams, comme « une République pure et vertueuse qui a pour destin de gouverner le globe et d'y introduire la perfection de l'homme ». C'est du reste cette théologie puritaine du « Covenant » qui inspire la doctrine de la « destinée manifeste » (Manifest Destiny) : si Dieu a choisi de favoriser les Américains, ceux-ci ont du même coup le droit de convertir les autres peuples à leur façon d'exister. A côté de l'isolationnisme, qui prescrit de se séparer du monde extérieur, on trouve donc

l’esprit de « croisade » : le monde entier doit progressivement se pénétrer de la valeur universelle du système américain.

Cette certitude fondatrice inspire une politique étrangère dont l'unique principe est que ce qui est bon pour l'Amérique l'est automatiquement aussi pour le reste du monde — ce qui permet de n'attendre des alliés que des concours financiers et des applaudissements. Les « relations internationales » ne signifient alors rien d'autre que la diffusion à l’échelle planétaire de l'idéal américain. Représentant le modèle à la perfection, les Américains n'ont pas besoin de connaître les autres. C'est aux autres d'adopter leur façon de faire. On ne peut s'étonner, dans ces conditions, que tous les déboires rencontrés par les Etats-Unis dans la vie internationale résultent si souvent de leur incapacité profonde à imaginer que d'autres peuples puissent penser différemment d'eux.

Cette idée que les Etats-Unis ont pour mission d’ouvrir la route à l’humanité, cette idée que le monde finira par s’intégrer à un modèle américain dont l’intrinsèque supériorité ne saurait être contestée par personne, cette idée que les valeurs politiques et les normes morales américaines doivent être adoptées par tout un chacun, les récalcitrants étant assimilés à un « axe du mal » qui doit être éradiqué par tous les moyens, voilà très précisément ce qu’on ne peut admettre.

L’Union soviétique avait naguère des « satellites », l’Amérique a aujourd’hui des vassaux. Les Etats-Unis croient qu’ils peuvent à la fois dominer d’autres pays et s’allier avec eux. Leur conception de l’alliance, c’est une conception où l’Amérique fait la cuisine, tandis que les Européens font la vaisselle. Mais les Etats-Unis ne sont, pas plus que la Turquie, une puissance européenne. Leurs intérêts sont différents — et leur façon de les défendre diffère de la nôtre.

Dans un discours resté célèbre, George W. Bush s’était demandé comment il était possible de ne pas aimer l’Amérique. La réponse qu’il donnait lui-même à cette question (« Nous savons à quel point nous sommes bons ! ») était que ce que l’on reproche aux Etats-Unis, ce ne sont pas leurs défauts, puisqu’ils ne sauraient en avoir, mais leurs qualités — ce qui revenait à considérer tous les critiques comme autant de malades, de criminels ou de pervers. On voit par là combien George W. Bush et Oussama Ben Laden voient pareillement le monde en noir et blanc. Bush et Ben Laden appartiennent au même monde, celui de l’ennemi absolu, du Bien et du Mal absolus, de la mobilisation totale au nom d’une divinité unique, au nom de l’idéologie du Même. Bush parle de « croisade », comme Ben Laden parle de « jihad » : l’un et l’autre veulent mener une « guerre sainte » contre les « infidèles » qui ne partagent pas leur façon de voir. Les mécréants doivent être convertis ou détruits. L'« axe du

mal » dont parle George W. Bush comprend tous les Etats qui s'opposent à l'instauration de la « démocratie de marché ». Dans cette optique, il n'y a pas de tierce position possible, pas de tiers envisageable : « Qui n'est pas avec nous est contre nous ».

Des Européens, Emmanuel Todd disait cependant, il y a peu, qu'« il suffirait qu'ils décident ensemble que l'hégémonie américaine n'est pas une bonne chose pour qu'elle cesse ». L'Europe a en effet les moyens de faire contrepoids à l'Amérique. A l'heure actuelle, elle dépasse déjà les Etats-Unis par le nombre de ses habitants et sa production économique. En 1990, le PIB courant de l'Union européenne s'élevait à 7 000 milliards de dollars contre 5 900 milliards pour les Etats-Unis. L'Union européenne est aujourd'hui la première puissance commerciale du monde. Ce qui lui manque, encore une fois, c'est la volonté d'utiliser les moyens dont elle dispose, de se doter des moyens militaires et des structures politiques communes qui lui permettraient de jouer, dans le domaine des relations internationales, un rôle à la mesure de sa richesse et de sa population.

Pour jouer un tel rôle, l'Europe doit se situer dans une perspective résolument continentale, ce qui implique qu'elle se lie étroitement avec la Russie et, au-delà, avec les nations asiatiques susceptibles de s'allier avec elle. Dans l'immédiat, la constitution d'un axe Paris-Berlin-Moscou, dont on a vu apparaître les prodromes au moment de la guerre contre l'Irak, représenterait déjà une étape essentielle.

Je noterai pour finir que, dans un récent sondage, 91 % des Français répondaient par l'affirmative à la question : « L'Europe doit-elle devenir une superpuissance ? ». Redevenir une puissance autonome au sein d'un monde multipolaire, cela implique rien moins que de concevoir un véritable projet de civilisation. Et tel est bien l'objectif, car si l'Europe n'est pas un projet de civilisation, elle n'est rien.

Alain de Benoist